

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GASCOGNE SACS

Route de la Papeterie
BP n 57
40200 Mimizan

Références : -

Code AIOT : 0005201687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement GASCOGNE SACS implanté Rue de la Papeterie - BP n° 57 40200 Mimizan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GASCOGNE SACS
- Rue de la Papeterie - BP n° 57 40200 Mimizan
- Code AIOT : 0005201687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de sacs en papier complexe destinés à différentes catégories de marchandises :

- sacs « gueule ouverte » (engrais, sucre) ;
- sacs à valve (ciment, plâtre) ;
- sacs « petfood » (alimentation animale) ;
- sacs de petite à moyenne contenance.

Ils sont produits à partir de bobines de papier, notamment papier kraft de la Papeterie GASCOGNE PAPIER, de bobines de plastiques, et sont imprimés sur le site. La capacité de production de l'établissement représente 200 millions de sacs, dont 120 millions de sacs à valve et 50 millions de sacs « petfood ». Le site actuel dispose de 3 imprimeuses : 2 sont destinées à l'impression de papier et 1 à l'impression plastique.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Capacités de rétention des produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 5 | Etat des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 2 | Mesures de maîtrise des Risques | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 | Sans objet |
| 4 | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 4 mars 2026, relative à la gestion des produits chimiques sur le site, a permis de constater que l'organisation mise en place par l'exploitant est globalement satisfaisante.

L'application du règlement européen relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges (CLP) apparaît correctement prise en compte sur les points vérifiés par sondage, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures de prévention et de protection mentionnées dans les fiches de données de sécurité.

Toutefois, l'exploitant devra mettre à jour sa base de données de fiches de données de sécurité, certaines FDS dont la date de mise à jour est antérieure à 2020 devant être actualisées. Il devra également mettre en cohérence le plan général des stockages avec l'inventaire des matières stockées, afin de permettre une localisation rapide des produits présents sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS |
| Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant indique que l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des substances mises en œuvre dans le procédé est accessible via l'intranet deGascogne Sacs. Cet intranet est consultable depuis les postes informatiques des opérateurs manipulant les substances concernées ainsi que depuis les bureaux des services encadrants. Un contrôle par sondage a été réalisé par l'inspection auprès d'un opérateur sur un poste de travail d'une machine assurant l'impression des étiquettes destinées aux emballages. Les fiches de données de sécurité consultées se sont révélées accessibles depuis le poste de travail via l'intranet. L'opérateur indique également disposer de consignes de sécurité affichées à son poste, notamment concernant le port des équipements de protection individuelle (gants, lunettes) ainsi que les consignes en cas d'incendie. L'information relative aux substances utilisées apparaît ainsi accessible aux opérateurs. Toutefois, concernant la base de données constituée par l'exploitant, il apparaît que celle-ci compile l'ensemble des fiches de données de sécurité utilisées historiquement sur le site. Certaines fiches issues de cette base ont été élaborées avant 2020. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il disposait, pour l'ensemble des produits utilisés, des versions les plus récentes des FDS. À titre d'exemple, certaines fiches présentées portent des dates anciennes (2002 ou 2017). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|---|
| <p>L'exploitant mettra à jour sa base de données des fiches de données de sécurité (FDS) des substances et mélanges utilisés sur le site afin de s'assurer qu'il dispose, pour chacun des produits mis en œuvre, de la version la plus récente conforme aux exigences réglementaires en vigueur.</p> <p>En particulier, l'exploitant vérifiera que les FDS dont la date de mise à jour est antérieure au 31 décembre 2020 ont bien été actualisées conformément au règlement (UE) n° 2020/878 du 26 juin 2020, modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH), applicable depuis le 1er janvier 2021.</p> <p>À cette fin, l'exploitant se rapprochera de ses fournisseurs afin de s'assurer que les fiches de données de sécurité dont il dispose sont à jour, que ses usages sont couverts et que les mesures de gestion des risques associées sont correctement prises en compte.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a examiné la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques associées à deux produits utilisés sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une colle en dispersion aqueuse de polymère vinylique (type poly(acétate de vinyle)) commercialisée sous la dénomination AQUENCE BG 6766 (producteur : Henkel) ; • une encre rouge pour impression de référence "NC MASTERBATCH RED MB38" (producteur : Siegwark). <p>Les fiches de données de sécurité correspondantes ont été consultées par l'inspection.</p> <p>Pour l'encre rouge, la FDS indique notamment une classification liquide inflammable (H225), provoquant une irritation oculaire (H318) et pouvant entraîner des effets de somnolence ou vertiges (H336). Elle prévoit en particulier des mesures de prévention visant à éviter les sources d'ignition, assurer une ventilation adaptée et porter des équipements de protection individuelle.</p> <p>Pour la colle en dispersion aqueuse de polymère vinylique, les rubriques relatives aux conditions de manipulation et de stockage recommandent notamment de respecter les règles d'hygiène au poste de travail et de veiller à une ventilation adaptée des installations.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que les principales mesures prévues dans ces fiches sont effectivement mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les opérateurs portent des équipements de protection individuelle adaptés, notamment gants et lunettes ; • les machines d'impression et de mise en œuvre des produits sont capotées, limitant |

- l'exposition des opérateurs ;
- des moyens de lutte contre l'incendie adaptés, notamment des extincteurs, sont présents à proximité des postes de travail.

Au regard des éléments observés par sondage, les mesures de maîtrise des risques prévues dans les fiches de données de sécurité contrôlées apparaissent effectivement mises en œuvre sur les postes examinés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

En ce qui concerne le stockage des encres solvantées, il apparaît qu'une zone dédiée au stockage des matières premières a été aménagée au sein de l'atelier, à proximité des postes de chargement utilisés pour l'exploitation.

L'ensemble de cette zone (stockage et poste de chargement) est implanté au-dessus d'une rétention d'un volume d'environ 90 m³. Selon les indications de l'exploitant, la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'atelier est d'environ 6 m³, correspondant à 30 fûts de 200 litres. Au regard de ces éléments, la capacité de la rétention apparaît largement suffisante en termes de dimensionnement.

La rétention est située sous le bâtiment, au niveau du vide sanitaire, le bâtiment ayant été construit il y a environ dix ans. L'exploitant indique qu'aucun contrôle spécifique de l'état de cette rétention n'a été réalisé depuis la construction du bâtiment.

Lors de l'inspection, un contrôle visuel réalisé au niveau des trappes de visite n'a pas fait apparaître de désordre particulier. Toutefois, un contrôle visuel exhaustif de l'intégralité de la cuvette n'a pas pu être réalisé, compte tenu des conditions d'intervention particulières (zone confinée, présence possible d'émanations de solvants).

Il apparaît dès lors nécessaire que l'exploitant mette en place un contrôle périodique de l'état et de l'étanchéité des capacités de rétention associées aux stockages de produits présents sur le site, notamment pour les rétentions associées au stockage d'encres solvantées.

Au regard des éléments observés lors de l'inspection, la rétention concernée semble en bon état

apparent, sous réserve de la réalisation d'une vérification plus approfondie permettant d'en confirmer l'étanchéité et l'intégrité structurelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place un contrôle périodique de l'état et de l'étanchéité des capacités de rétention associées aux stockages de produits chimiques présents sur le site, notamment pour la rétention située sous l'atelier de stockage et de mise en œuvre des encres solvantées.

L'exploitant précisera les modalités de contrôle retenues (périodicité, méthode de vérification et traçabilité des contrôles réalisés) et tiendra ces éléments à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Les inspecteurs ont constaté que les différents produits utilisés sur le site sont stockés dans des zones dédiées en fonction de leur nature. Les produits en cours d'utilisation ou destinés à une utilisation prochaine sont également entreposés dans des zones d'approche identifiées.

L'exploitant indique qu'une évaluation préalable de la localisation des différents produits a été réalisée afin d'organiser leur stockage au regard de leurs caractéristiques.

Lors de l'inspection, aucune situation de stockage de produits incompatibles au sein d'une même rétention n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

| |
|---|
| <p>L'exploitant utilise un outil de gestion de type ERP dénommé INFOR M3 pour le suivi de ses stocks. Cet outil permet la gestion des entrées et sorties de stock, l'extraction de fichiers de suivi et la traçabilité des produits au moyen d'un système de lecture de codes-barres, chaque conditionnement étant identifié par un code-barres généré lors de son entrée en stock, permettant le suivi des mouvements et l'identification des lots.</p> <p>Selon l'inventaire, 157 produits différents sont utilisés sur le site. L'inventaire des substances et mélanges stockés est actualisé en continu et les données sont sauvegardées quotidiennement sur un serveur situé dans un local dédié sur le site ainsi que sur un serveur distant situé à Dax.</p> <p>Cet outil permet d'établir un inventaire détaillé des substances et mélanges dangereux et non dangereux, associant notamment les lieux de stockage et les quantités présentes pour les produits dangereux.</p> <p>Cependant, il a été constaté que le plan général des stockages n'est pas en cohérence avec les libellés de localisation figurant dans cet inventaire, de sorte qu'il n'est pas possible de localiser aisément les produits à partir de celui-ci.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en cohérence le plan général des stockages et les libellés de localisation figurant dans l'état des stocks, afin de permettre la localisation rapide et opérationnelle des produits présents sur le site, notamment en cas de situation d'urgence.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |